



HAL
open science

1821-1921. Frontières, populations, territoires de la Grèce à travers les cartes de l'Institut français d'études byzantines

Vassa Kontouma

► **To cite this version:**

Vassa Kontouma (Dir.). 1821-1921. Frontières, populations, territoires de la Grèce à travers les cartes de l'Institut français d'études byzantines. Institut français d'études byzantines. 2021, 978-2-901049-00-5. hal-03363381

HAL Id: hal-03363381

<https://hal.science/hal-03363381v1>

Submitted on 3 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright



1821

Frontières populations territoires de la Grèce

1821



1821-1921

Frontières, populations, territoires de la Grèce
à travers les cartes de l'Institut français
d'études byzantines

Exposition organisée en partenariat avec
la Communauté hellénique de Paris et des environs
12 Octobre – 7 Novembre 2021

Institut français d'études byzantines

Paris 2021

Une belle inconnue : la collection de cartes de l'Institut français d'études byzantines

Fig. 1. Augustins de l'Assomption
à Kadiköy, fin des années 1920.
On y distingue Raymond Janin,
assis, 2^e depuis la droite, portant
des lunettes (Archives des A.A.,
Rome, 2DC85).



C'est à Constantinople, ou plutôt sur la rive asiatique du Bosphore, à Kadiköy, que la bibliothèque de l'Institut français d'études byzantines voit le jour en 1895. Elle est d'abord l'instrument de travail d'un petit groupe de missionnaires, Augustins de l'Assomption, qui se consacrent à l'étude de l'histoire religieuse byzantine et post-byzantine [fig. 1]. En 1937, à leur départ de Turquie, elle les accompagne à Bucarest. Après leur expulsion de Roumanie, en 1948/1949, elle les rejoint en France. Enfin, en 1995, elle est installée à l'Institut catholique de Paris.

En 1952, l'Institut français d'études byzantines devient association loi 1901 et perd progressivement son caractère confessionnel. Aujourd'hui, il regroupe des chercheurs qui veillent à la conservation et à la valorisation de ses fonds. Il poursuit également ses activités scientifiques, en éditant la *Revue des études byzantines* et la collection *Archives de l'Orient chrétien*.

Parmi les fonds patrimoniaux de l'IFEB, on trouve une belle collection de cartes, principalement liée à l'œuvre de l'assomptionniste Raymond Janin. Porté par l'ambition de mettre à jour l'*Oriens christianus* de Michel Lequien (1740), Janin consacre ses recherches, dès 1911, à un domaine particulier des études byzantines, la géographie historique et ecclésiastique. Ses travaux aboutissent à la publication de deux livres majeurs : *Constantinople byzantine* (1950) ; *La Géographie ecclésiastique de l'Empire byzantin* (1953). Pour la réalisation des cartes archéologiques qui accompagnent ces deux ouvrages, il collabore avec des savants rencontrés à Constantinople, et surtout avec Miltiadès I. S. Nomidès, dont les originaux datés de 1936 sont conservés à l'IFEB [RV115]. Mais Janin ne se limite pas à l'étude du passé de la région. Il s'intéresse aussi à la géographie politique. En 1915, il ébauche une réflexion sur les conflits balkaniques en écho à la Mission Carnegie. Il répond également aux sollicitations de l'État-major français qui fait appel à son expertise, et publie un opuscule sur *La Thrace* (1920) [IFEB II 1533]. Dans ce contexte, il rassemble de nombreuses cartes ottomanes, françaises, allemandes, anglaises, grecques, bulgares, qui lui permettent d'étayer, non seulement ses enquêtes, mais aussi ses travaux érudits. Il s'agit là du noyau de la collection cartographique de l'IFEB, qui comprend près de 250 pièces datant des années 1504-1948.

Organisée dans le cadre des commémorations du Bicentenaire de la Révolution grecque, en partenariat avec la Communauté hellénique de Paris et des environs, et avec le soutien de plusieurs institutions françaises, l'exposition « 1821-1921. Frontières, populations, territoires de la Grèce » s'appuie sur une sélection de cartes issues de cette collection. Il s'agit de la première présentation publique de ces documents.



Tracer les contours de la Grèce moderne : une affaire internationale

Malgré son littoral dentelé et ses hautes chaînes de montagnes arrimées à la Péninsule balkanique, le territoire de la Grèce moderne n'a pas été forgé par la nature ; il n'est pas non plus l'héritage d'un lointain passé. Dans l'antiquité, sa figure inimitable – avec ses doigts palmés, son dos courbé ou sa queue de scorpion – était inconnue. Les cités se partageaient son espace. Quant aux trois Empires qui s'y succédèrent par la suite, ils n'en tracèrent jamais les contours, ne serait-ce que pour délimiter administrativement une province. Le territoire de la Grèce, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est le produit d'un siècle d'histoire européenne, diplomatique et militaire.

Nous parcourons ce siècle à grands pas, guidés par la cartographie de l'époque, en nous arrêtant sur trois approches différentes : la française, la britannique et l'autrichienne. Les trois participèrent en effet à la formation du territoire grec, en lui imprimant un cachet chaque fois particulier. Les Français, pionniers de la cartographie scientifique, firent ressortir d'un paysage désolé par d'atroces combats, tout son esprit et sa puissance antiques. Les Britanniques marquèrent son littoral et sondèrent ses profondeurs marines avec une précision inégalée. L'Autriche-Hongrie, enfin, déploya une technologie novatrice et déroula son savoir-faire sur la Péninsule balkanique, la préparant aux bouleversements et aux ruptures qui furent les siennes jusqu'au premier quart du 20^e siècle.

Fig. 2. [É. Le Puillon de Boblaye et al.], *Carte générale de la Morée et des Cyclades exposant les principaux faits de Géographie ancienne et de Géographie naturelle*, 1:600.000. Dépôt de la Guerre, Paris 1833 (58 × 85 cm). Élaborée en vue de la « statistique » des ruines du Péloponnèse, coll. *Expédition scientifique de Morée, Section des Sciences Physiques, IV : Atlas*, Paris 1835. Fels : carte 773. Détail : Nauplie, Argos, les îles du Saronique et la limite du pays figurée au nord de l'Isthme de Corinthe.

Maîtriser le territoire : l'expertise française

À l'aube du 19^e siècle, le Péloponnèse au passé hellénique imposant, au périmètre défini par deux mers, à l'unique et minuscule frontière terrestre, apparaissait comme le lieu idéal pour la construction d'une Grèce moderne. Cette feuille de mûrier des cartographes, cette Morée franque, vénitienne puis ottomane, les combattants de 1821 l'avaient arrachée au pouvoir du Sultan, et l'Europe avait applaudi au vent de liberté qui s'était alors levé en Orient.

Mais les batailles dans le Péloponnèse, les insurrections en Étolie, en Épire, en Thessalie, en Chalcidique, sur les grandes îles de Crète et d'Eubée, avaient entraîné de lourdes représailles de la Porte. Des chrétiens hellénophones avaient alors reflué vers les minuscules territoires libérés et autant que possible pacifiés : îles du Golfe Saronique, tenues par une flotte grecque, puissante et active ; Cyclades, où de nombreux habitants de Chio avaient trouvé refuge après les retentissants massacres de 1822, dans lesquels 20 000 d'entre eux avaient péri. Quant aux musulmans, ils avaient accompagné le reflux de l'Empire en quittant la maison de la guerre (*dar-ül-harb*) pour rejoindre celle de l'islam (*dar-ül-islam*). En 1821, quelque 50 000 musulmans vivaient ainsi dans le Péloponnèse : ils n'étaient plus que 11 500 en 1828.

Dans cette situation instable à l'extrême, le Sultan avait tenté de reprendre la Morée : Ibrahim, fils du vice-roi d'Égypte, un militaire formé à l'école française, en avait reçu la mission. Débarqué sur la péninsule en 1825, il la contrôlait en grande partie l'année suivante, à l'issue de destructions et de déportations massives de populations réduites en esclavage. En 1826, il prenait Missolonghi. En 1827, il s'apprêtait à attaquer la flotte d'Hydra, quand la France, l'Angleterre et la Russie, portées par leurs opinions publiques et leurs intérêts particuliers, résolurent de faire cesser le conflit. L'arrangement proposé fut le Traité de Londres du 6 juillet 1827. Il offrait aux Grecs une forme d'autonomie, moyennant rachat des « propriétés turques situées ou sur le continent, ou dans les îles de la Grèce » (art. 2), mais renvoyait le tracé « des limites de ce territoire » à « des négociations ultérieures » (art. 3). Aucune des parties en présence n'étant favorable à cette solution, les Grandes Puissances dépêchèrent une flotte dans le sud du Péloponnèse pour impressionner les belligérants. Mais le coup de force dégénéra : le 20 octobre 1827, les bateaux d'Ibrahim furent entièrement détruits dans la baie de Navarin ; une année plus tard, lui-même fut contraint de quitter le pays, alors que l'intervention terrestre de l'armée française donnait lieu à l'évacuation complète des troupes égyptiennes et ottomanes.

L'indépendance de la Grèce avait déjà été proclamée, unilatéralement, dès janvier 1822, par la Première Assemblée nationale – une instance délibérative et constituante réunie sur les territoires libérés. Mais une période de troubles et de guerre civile avait entravé la mise en place d'une structure pérenne de gouvernement. Il fallut ainsi attendre six ans et la Troisième Assemblée nationale, pour qu'un gouverneur élu prenne en main les affaires de la Grèce. Jean Capodistrias débarqua à Nauplie en janvier 1828, alors même que l'armée d'Ibrahim commençait à quitter le Péloponnèse. Ce Corfiote avait de l'expérience, de la poigne et des idées bien arrêtées sur l'organisation politique et administrative du nouvel État. Longtemps actif en Europe occidentale et en Russie, il avait immédiatement pris contact avec plusieurs capitales européennes. Et, à Paris, il avait demandé, non seulement un appui militaire et logistique, mais aussi un outil de première importance pour sa future administration. Il avait ainsi prié le Ministère de la Guerre de lui fournir « un canevas de la carte géographique de la Grèce [...] en quelques exemplaires gravés en grandissime échelle, [portant] les contours, le tracé des montagnes et des rivières, et celui des différentes provinces, [un canevas qui offrirait] un bon sujet de travail pour une carte véritable, et à son temps faciliterait des travaux statistiques et administratifs » (Lettre à N. de Loverdo, Ancône, 5 déc./23 nov. 1827, éd. É. Bétant, *Correspondance du Comte Capodistrias*, Genève-Paris 1839, I, p. 329).

Jusqu'à en effet, les opérations conduites par les Grecs s'étaient déroulées sans cartes véritablement utilisables à des fins pratiques, militaires ou civiles. Celles dont ils auraient pu disposer étaient françaises, récentes, mais peu accessibles. Il s'agissait notamment de la *Carte générale de la Turquie d'Europe* en quinze feuilles (1:800.000) publiée par le Dépôt de la Guerre en 1822, et sa dérivée, la *Carte physique, historique et routière de la Grèce* en quatre feuilles (1:400.000) publiée par le même Dépôt en 1826 [Fels : carte 420]. Dressées par le géographe militaire Pierre Lapie, elles se fondaient d'une part sur les descriptions de François Pouqueville, consul de France à Jannina, et d'autre part sur des inspections topographiques effectuées sur place, des relevés hydrographiques et des recherches géographiques longues de quarante ans. Capodistrias connaissait ces cartes et, selon son propre témoignage, envisageait l'utilisation de celle de 1826, « faute de mieux », comme modèle de son canevas. Cependant, l'échelle au 1:400.000 lui paraissait inadaptée.

La réponse du gouvernement de Charles X à la demande de Capodistrias se fit en deux temps. Tout d'abord, en mai 1828, le géographe militaire Pierre Peytier fut mis au service du gouverneur, alors à Égine. Puis, pour servir ses propres intérêts scientifiques et militaires, la France dépêcha une équipe de savants et d'ingénieurs qui opérèrent sous l'autorité du Dépôt de la Guerre. L'Expédition scientifique de Morée débarqua à Navarin le 3 mars 1829. Peytier rejoignit sa section physique, et y travailla de concert avec Émile Le Puillon de Boblaye à l'établissement des plans du Péloponnèse, des Cyclades, de l'Attique. Leurs équipes procédèrent à la triangulation systématique du Péloponnèse (plus de mille points géodésiques) et aux relevés topographiques à l'échelle 1:20.000. Elles relevèrent en outre les monuments, dressèrent les plans des villes et des cités fortifiées, recensèrent la population et étudièrent les ressources naturelles, la flore, la faune, les minéraux. Leur mission fut néanmoins de courte durée : en janvier 1830, la commission scientifique revint en France, « ayant complètement terminé ses opérations », et seul Peytier resta sur le terrain. Ces travaux aboutirent à l'édition de la première carte réellement scientifique de la région, la *Carte de la Morée* en six + deux feuilles parue à l'échelle 1:200.000, à Paris, en 1832 [Fels : carte 774], et de sa dérivée, la *Carte générale de la Morée et des Cyclades exposant les principaux faits de géographie ancienne et de géographie naturelle*, à l'échelle 1:600.000 [Fels : carte 773 – fig. 2]. Imprimée en 1833, intégrée en 1836 au corpus des travaux de l'Expédition de Morée, cette dernière servit au premier chef l'archéologie française naissante. Bijou de précision géographique et historique, elle correspondait peu, toutefois, au vœu formulé par Capodistrias. Ambitionnant de mettre en place un cadastre, le gouverneur espérait en effet des résultats susceptibles de servir son projet.

Si la Grèce resta longtemps dans l'expectative de données lui permettant de résoudre l'inextricable question de la répartition des terres libérées, elle tira un bénéfice considérable de l'expertise française pour le tracé de ses frontières extérieures. En 1829, lorsque l'Expédition était arrivée en Morée, les frontières de la Grèce étaient loin d'être fixées. En 1833, en revanche, l'indépendance complète du nouvel État avait été reconnue, et ses frontières officiellement définies. C'est au cours de difficiles négociations que l'on était parvenu à ce résultat : les échanges diplomatiques avaient commencé en 1827 et s'étaient achevés en 1831. Chacune des Grandes Puissances avait exprimé et défendu sa conception du futur État – dont tous convenaient qu'il serait un royaume. Pour les Anglais, d'abord réticents à l'idée d'une indépendance complète, la frontière devait se situer au nord de l'Isthme de Corinthe, le territoire grec incluant ainsi le Péloponnèse, les îles du Saronique et les Cyclades. Mais les Français et les Russes voulaient adjoindre à cet ensemble une partie de la Grèce continentale, dont l'Attique, la question des îles de Crète et de Samos restant ouverte. Quant à Capodistrias, il se battit pour un élargissement vers le nord, arguant qu'un royaume petit et indigent, dans lequel auraient afflué des masses de réfugiés, aurait été ingouvernable.

Le Protocole de Londres du 3 février 1830 fut d'une grande importance. Il énonça « l'indépendance complète » de l'État grec et en fixa pour la première fois les frontières. Leur tracé devait être arrêté par « des Commissaires britanniques, français et russes » qui, « en suivant avec toute l'exactitude possible » la ligne allant « de l'embouchure de



Fig. 3a. [P. Peytier et al.] *Carte de la Grèce* [en 20 feuilles], 1:200.000, Dépôt de la Guerre, Paris 1852 (350 × 250 cm). Détail. Récapitulant les travaux effectués par les géographes militaires français depuis leur arrivée en Morée en 1829, cette carte est la première scientifique complète du royaume. Commandée par Othon I^{er}, elle fournit des informations administratives, statistiques mais aussi physiques, et tient compte des travaux effectués par Peytier et Barthélemy en 1830-1834, pour le tracé de la frontière septentrionale du nouvel État. IFEB : RV18.

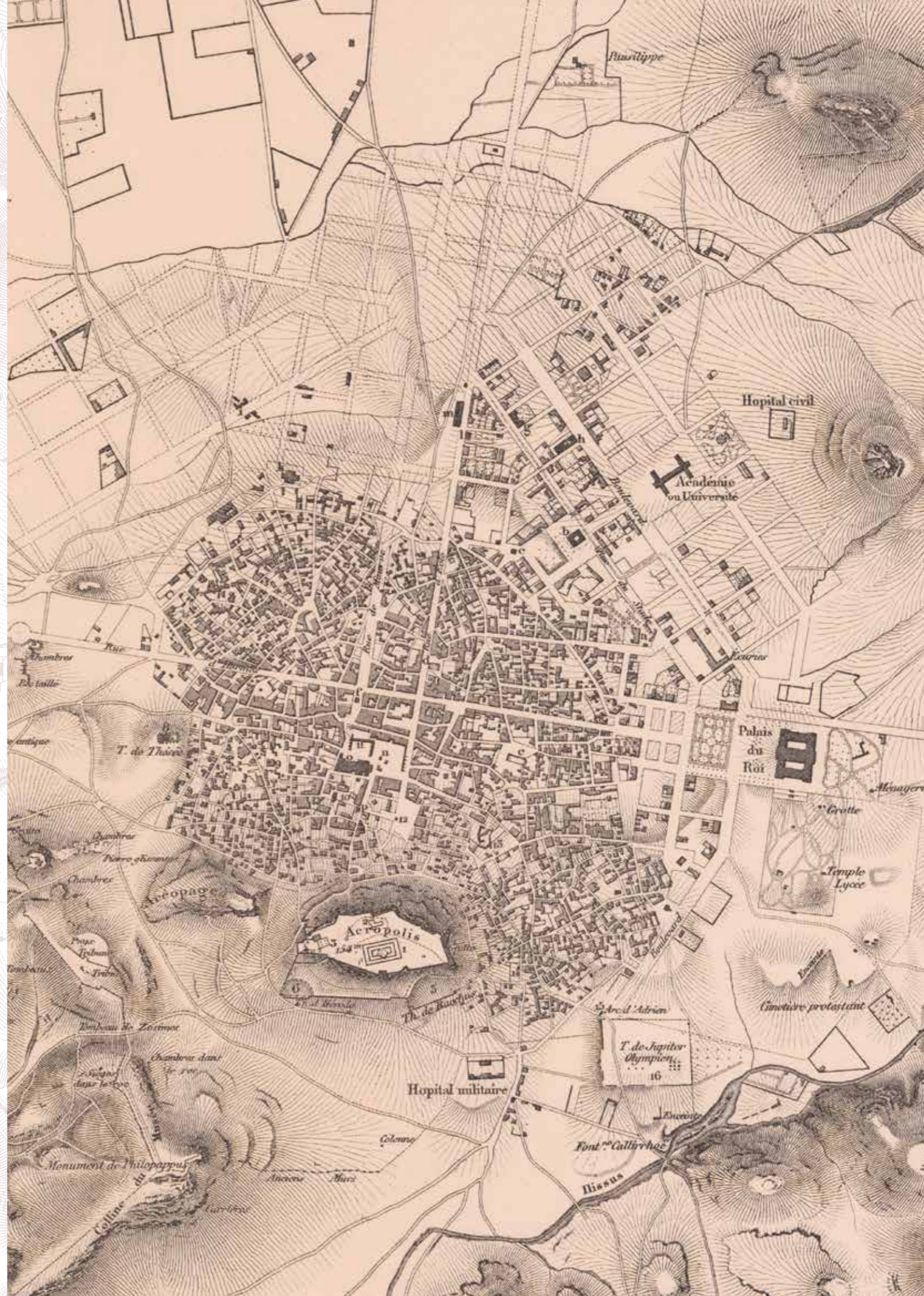
l'Aspropotamos [...] à l'embouchure du Sperchius », devaient « marquer cette ligne par des poteaux et en dresser des cartes, signées par eux, dont l'une sera[it] remise au Gouvernement Ottoman et l'autre au Gouvernement Grec » (art. 2 et 9). Toutefois, il ne reçut pas l'agrément de la Porte, et il fallut attendre deux ans et le Traité de Constantinople de juillet 1832 pour une solution définitive. Ce Traité attribuait à la Grèce le Péloponnèse et les Cyclades, l'île d'Eubée et la partie dite « continentale » délimitée au nord par la ligne Arta-Volos. Un mois plus tard, le territoire de Zitouni, l'actuelle Lamia, fut également ajouté à cet ensemble.

Pour l'établissement de la carte de la frontière septentrionale du nouvel État, on désigna de nouveau Peytier, auquel se joignit Barthélémy. À la fin de 1830, leur équipe avait déjà levé une partie de la carte. Puis les opérations devinrent très pénibles, du fait des conditions météorologiques, des maladies, de l'hostilité des populations. De juillet à septembre 1834, à Argos, fut ainsi produite une carte « bonne ou mauvaise », par des hommes à bout de forces, qui considéraient qu'on leur avait donné « une tâche impossible ». Elle fut portée à Constantinople en mai 1835, et présentée aux ambassadeurs des Grandes Puissances. La Porte n'ayant pas accepté le tracé, « la suite de cette affaire appartient à la diplomatie » (H. Bertaud, *Les ingénieurs géographes militaires, 1624-1831*, Paris 1902, II, p. 464-476).

Dans cette nouvelle configuration territoriale, l'illustre ville d'Athènes n'était plus excentrée. Faisant entièrement partie du nouveau territoire, elle était située à une distance respectable de ses frontières et pouvait accueillir son souverain désigné. Ce fut le jeune Otto de Wittelsbach, puisque Léopold de Saxe-Cobourg, initialement pressenti, avait préféré le trône des Belges. Arrivé à Nauplie en janvier 1833, Othon I^{er} – de son nom hellénisé – résolut de transférer sa capitale à Athènes dès l'année suivante. Ce transfert était emblématique d'une nouvelle idéologie, fort éloignée de celle de Capodistrias, assassiné entre temps. Premier royaume chrétien sorti de l'espace ottoman, la Grèce se trouvait en effet investie d'une mission qui la dépassait, et qui portait les germes d'insolubles paradoxes : devenir le relais des Lumières occidentales et le phare d'une renaissance à la fois classique et chrétienne de tout l'Orient.

Acquis à cette idée, Othon savait qu'il avait encore besoin des scientifiques français, qui eux-mêmes se targuaient d'avoir contribué, à Navarin, « au triomphe de la civilisation et de la chrétienté sur le fanatisme et la barbarie » (A. Blouet, *Expédition scientifique de Morée*, I,1, Paris 1831, p. 1). Peytier fut invité à rejoindre Athènes, où il travailla encore jusqu'en mars 1836. La *Carte de la Grèce* en 20 feuilles et au 1:200.000, imprimée au Dépôt de la Guerre en 1852 [IFEB RV18 – fig. 3a], fut le fruit de travaux qui complétèrent et amplifièrent ceux déjà réalisés pour la *Carte de la Morée*. Expression accomplie des hautes compétences françaises dans le domaine, cette carte fut la première scientifique du Royaume de Grèce dans son ensemble, et le resta pour longtemps. Elle apportait enfin des informations statistiques, complétait les connaissances hydrographiques et toponymiques, et fournissait un plan actualisé de la nouvelle Athènes au 1:10.000, flanqué d'une liste des divisions administratives du pays [IFEB RV18/10 – fig. 3b]. Les divisions territoriales ottomanes s'y trouvaient intégralement gommées, comme si elles n'avaient jamais existé. En revanche, la géographie antique, avec ses hauts lieux vantés dans la littérature classique, y était désormais ressuscitée.

Fig. 3b. Plan d'Athènes. Détail.
Feuille 10 au 1:10.000 de la *Carte de la Grèce* publiée par le Dépôt de la Guerre, Paris 1852 (70 × 54 cm).
IFEB : RV18/10.



Scruter le littoral : l'exception britannique

Tout accaparée par son immense Empire et ses lointaines colonies, la Grande-Bretagne n'accordait qu'une importance relative à la Méditerranée orientale, où ses forces navales avaient toutefois établi un puissant réseau depuis le 17^e siècle. Ce qui intéressait principalement la Couronne, c'était d'y naviguer librement, en maintenant ses bases stratégiques. Aussi, lorsque se posa la question de la succession d'Othon I^{er}, destitué en octobre 1862 dans un climat d'insurrection générale de la Grèce, elle se dit prête à céder son protectorat sur les Sept-Îles moyennant quelques conditions, comme le maintien du port de Corfou. Faisant bonne figure auprès des Grecs de l'Heptanèse dont l'indépendance était acquise – sur le papier – depuis le Traité de Paris du 5 novembre 1815, elle servait aussi ses intérêts, poussant au trône Guillaume de Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg, dont la sœur Alexandra épousa au même moment le fils aîné de la Reine Victoria. Ainsi, le 30 mars 1863, Guillaume devint Roi des Hellènes sous le nom de Georges I^{er}. Un an plus tard, en vertu du Traité de Londres du 29 mars 1864, il recevait les Sept-Îles, que les Britanniques évacuèrent en mai. Puis, le 5 oct. / 23 sept. 1864, l'Union avec la Grèce fut triomphalement proclamée.

Or, en 1863, le navire à vapeur *Hydra*, qui conduisait des missions anti-esclavage en Méditerranée, croisait dans la région. Comme s'il voulait garder un vivant souvenir des côtes ioniennes, où il n'allait peut-être plus débarquer, son commandant, l'hydrographe Arthur Lucas Mansell, produisit une série de cartes d'une précision remarquable, les meilleures de l'époque pour les Sept-Îles. Ces cartes en plusieurs échelles, incluant aussi des vues en coupe longitudinale, forment une série datant des années 1864-1870. La plus connue d'entre elles, au 1:200.000, est intitulée *West Coast of Morea from Kastro Tornese to Venetico with the Island of Zante*. Elle a été éditée à Londres par l'Amirauté britannique, en 1867 [fig. 4].

Élève à l'École française d'Athènes, Othon Riemann utilisa les cartes de Mansell en 1876, tout en y apportant des nombreuses corrections dans ses *Recherches archéologiques sur les Îles ioniennes* (Paris 1879-1880) [IFEB II 4634 – fig. 5]. Outre les nombreuses informations originales qu'il fournit, l'ouvrage de Riemann est intéressant à plus d'un titre. S'affranchissant du formatage classicisant qui a caractérisé le travail de ses illustres prédécesseurs, Riemann maintient les toponymes qu'il collecte sous leurs formes usuelles – peut-être parce qu'il opère sur un terrain qui n'a jamais été ottoman. Mais il exprime aussi l'étonnement du chercheur français qui investit, avant toutes choses, un terrain escarpé et aride, face au regard excentré et pour ainsi dire périphérique du Britannique qui s'arrête au littoral : « Dans le voyage que je fis aux Îles Ioniennes, [...] j'eus plusieurs fois l'occasion de remarquer, non sans quelque surprise, que [...] la carte en était encore à faire. Dans les travaux de l'amirauté anglaise, les côtes sont très bien connues ; mais la carte de l'intérieur du pays n'a jamais été levée d'une manière scientifique » (III, p. 49).

Pourtant, le littoral n'est pas seulement un lieu de passage et d'échanges ; il est aussi une frontière et, à cet égard, il mérite la plus grande attention. Conduits au 20^e siècle, les travaux sur la très longue ligne côtière de la Grèce – 14 000 km aujourd'hui – ont bien mis en évidence cette nécessité. Mais il s'agit d'une autre page de l'histoire, sur laquelle nous ne nous arrêterons pas ici.

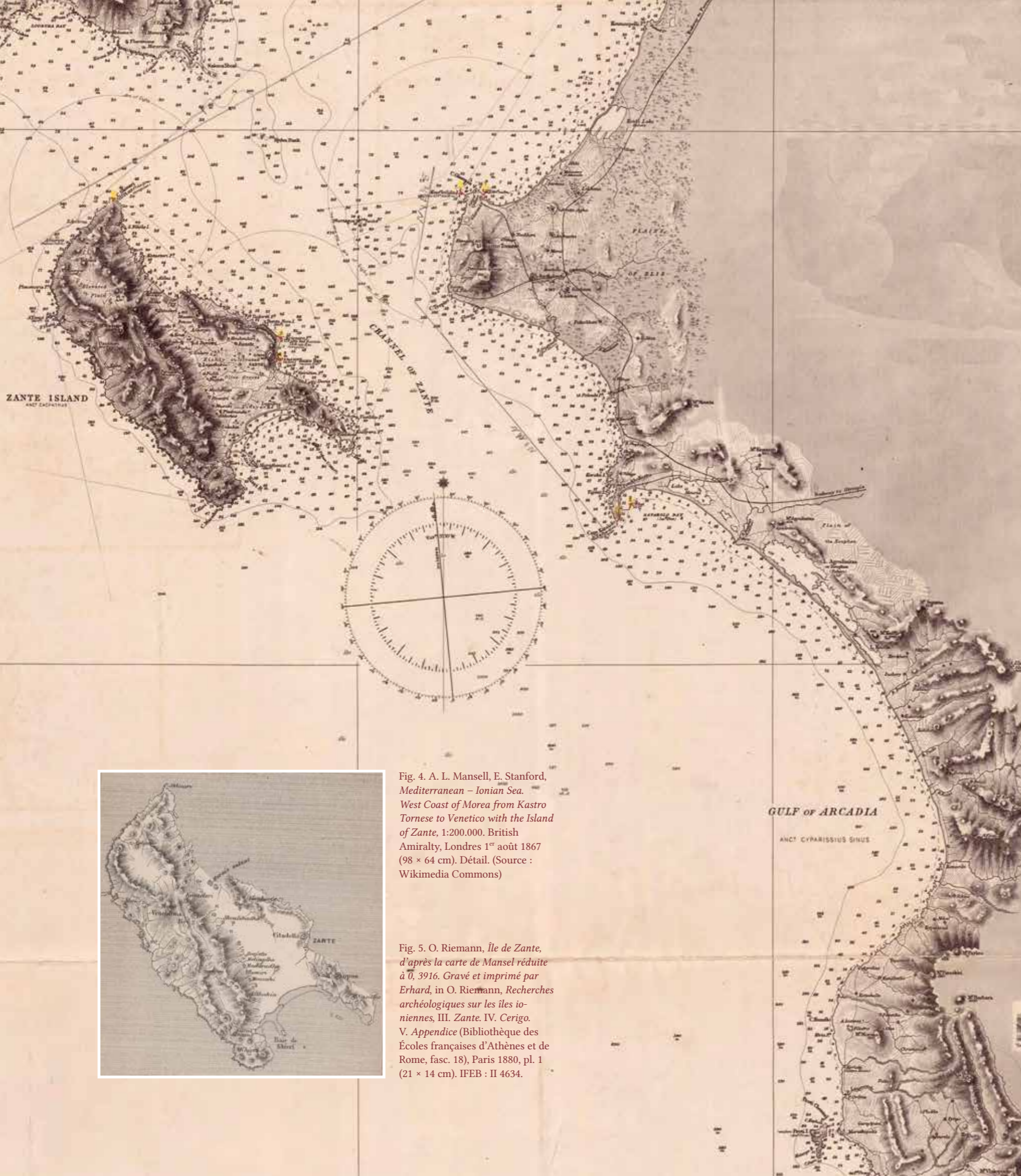


Fig. 4. A. L. Mansell, E. Stanford, *Mediterranean – Ionian Sea. West Coast of Morea from Kastro Tornese to Venetico with the Island of Zante*, 1:200.000. British Admiralty, Londres 1^{er} août 1867 (98 × 64 cm). Détail. (Source : Wikimedia Commons)



Fig. 5. O. Riemann, *Île de Zante*, d'après la carte de Mansel réduite à 1:3916. Gravé et imprimé par Erhard, in O. Riemann, *Recherches archéologiques sur les îles ioniennes*, III. Zante. IV. Cerigo. V. Appendice (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 18), Paris 1880, pl. 1 (21 × 14 cm). IFEB : II 4634.

Du Nord au Sud de la Péninsule balkanique : le déploiement du savoir-faire austro-hongrois

Le cadeau de la Grande-Bretagne au Roi des Hellènes n'était pas sans lien avec la situation en Méditerranée centrale. En 1860, après deux guerres d'indépendance, l'Italie s'était unifiée et ambitionnait de s'étendre à la Vénétie et au Frioul. À l'été 1866, elle déclara la guerre à l'Autriche, trouvant un soutien inattendu de la Prusse. Isolée, l'Autriche essuya de lourdes pertes, ce qui mit fin à ses vues du côté de l'Italie. Alors, elle s'intéressa plus activement à ses affaires orientales. Face aux nationalismes qui montaient sur son propre territoire, l'Empereur François-Joseph hésita à satisfaire ses populations slaves, et opta pour une solution favorable aux seuls Magyars. Couronné roi de Hongrie en 1867, il tourna son regard vers la Péninsule balkanique.

Pour obtenir un relevé analytique de l'Europe centrale et orientale, l'Empereur lança une opération cartographique de grande ampleur, qu'il confia à Joseph von Scheda. Directeur du Militärgeographisches Institut de Vienne, Scheda y modernisa les techniques d'impression en recourant à l'héliogravure, ce qui facilita la réalisation d'une *Spezialkarte* de l'Empire austro-hongrois en 752 feuilles, au 1:75.000. Dans la foulée, il s'attela à une *Generalkarte von Central-Europa* qui couvrait les pays limitrophes et s'étendait même au-delà. Cette « Schedakarte » parut en 1873-1876, au 1:300.000, en 207 feuilles [IFEB R III 1132]. Il s'agissait d'une carte dérivée, mais qui ouvrit la voie à des travaux plus précis. En effet, pour mener à bien cette opération, le Militärgeographisches Institut recourut progressivement à des correspondants locaux. Il contribua à leur formation, profita de leur expertise du terrain et leur donna la possibilité d'imprimer leurs propres cartes. Dans le cas grec, cette coopération eut une importance déterminante durant plusieurs décennies.

Vis-à-vis des mouvements indépendantistes du Sud-Est européen, l'Autriche-Hongrie se positionnait dans un rapport triangulaire avec les Empires russe et ottoman. En 1877, lorsqu'éclata la guerre russo-turque, la situation lui sembla favorable pour obtenir l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Le Tsar la lui promit en échange de sa neutralité. La Grèce aussi resta neutre. Cette attitude se montra payante : en 1878, le Congrès de Berlin décida que Vienne occuperait la Bosnie-Herzégovine. Quant à Athènes, elle se trouva richement dotée. Le Traité de Constantinople du 2 juillet 1881 lui concéda une partie de l'Épire et la quasi-totalité de la Thessalie, avec des conditions qu'elle accepta de bon gré :

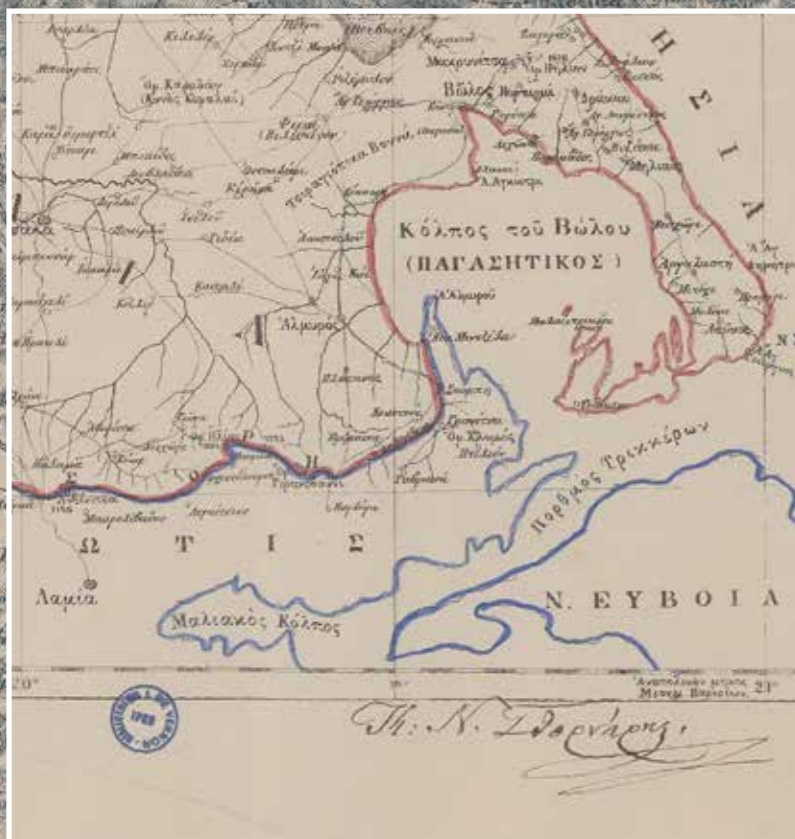
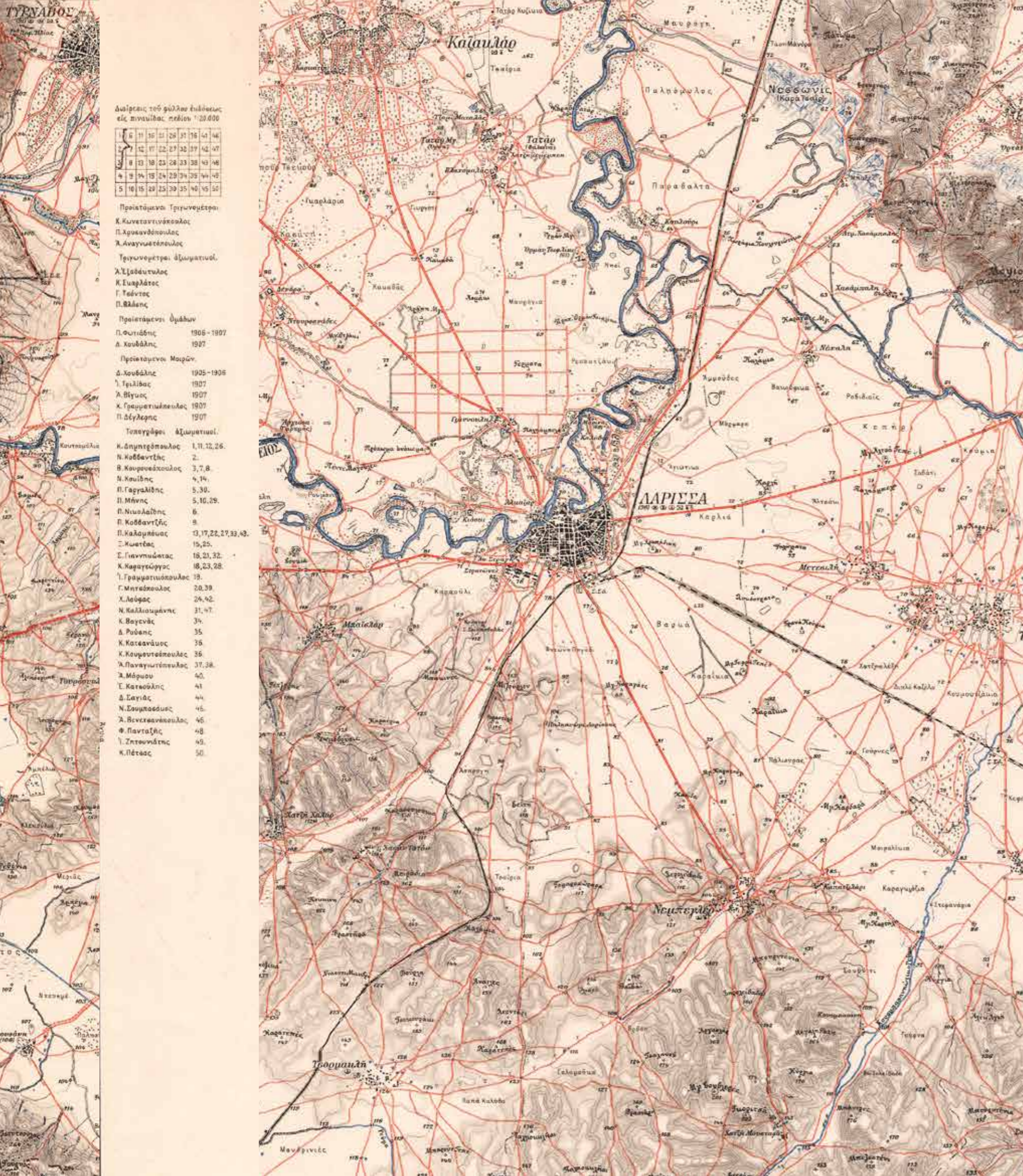


Fig. 6. C. Stornaris, *Χάρτης τῶν μεταξύ τῶν ἑλληνικῶν ὁρίων καὶ τῶν ποταμῶν Θυάμιδος καὶ Πηνειοῦ περιλαμβανομένων χωρῶν Ἠπείρου καὶ Θεσσαλίας* [= *Carte des régions d'Épire et de Thessalie comprises entre les frontières grecques et les rivières Thyamies et Pénée*], 1:625.000, s.l., 1878/1881 (61 × 57 cm). Détail avec signature autographe. IFEB : RV47/1.

Fig. 7. I. Kokkidès, H. Kiepert, *General-Karte des Königreiches Griechenland*, 1:200.000, Militärgeographisches Institut, Vienne 1885 (75 × 90 cm). Détail. IFEB : RV120/4.



Διάρθρωση του κράτους επίθετικώς
εις πινάκιδας πεδίων 1:20.000

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Προϊστάμενοι Τριγωνομέτρων
Κ. Κωνσταντίνου
Π. Κραυβάνου
Α. Αναγνωστόπουλος

Τριγωνομέτροι, άξιωματικοί
Α. Ξανθόπουλος
Κ. Ευαγγελάτος
Γ. Τσίτσος
Π. Βλάσης

Προϊστάμενοι Όμάδων
Π. Σουτιάδης 1906-1907
Α. Κουβάλης 1907

Προϊστάμενοι Μοιρών
Δ. Κουβάλης 1905-1906
Γ. Τριλιβας 1907
Α. Βίγυος 1907
Κ. Γραμματιώπουλος 1907
Π. Δέγγλης 1907

Τοπογράφοι, άξιωματικοί
Κ. Δημητριάδης 1, 11, 12, 26
Ν. Κοδωνίτης 2

Β. Κουρνούπουλος 3, 7, 8
Ν. Κουβίτης 4, 14
Π. Γαργαλιθός 5, 30
Π. Μήνης 5, 10, 29
Π. Νικολαΐδης 6
Π. Κοδωνίτης 9

Π. Καλομύτης 13, 17, 22, 27, 33, 43
Σ. Κωστής 15, 25
Σ. Γιαννιιώτας 18, 21, 32
Κ. Καραγιώργος 18, 23, 28
Γ. Γραμματιώπουλος 19

Γ. Μητρώπουλος 20, 39
Χ. Λούβας 24, 42
Ν. Καλλικουμάνης 31, 47
Κ. Βαγενάς 34
Δ. Ροδάς 35
Κ. Κασσανίου 36
Κ. Κουρνούπουλος 36

Α. Παναγιώτου 37, 38
Α. Μάρου 40
Σ. Κατσούλης 41
Δ. Σαγιάς 44
Ν. Σουμπούσης 45
Α. Βενιζανόπουλος 46
Φ. Πανταζής 48
Γ. Ζητυνιάτης 49
Κ. Πέτας 50

liberté de culte pour les musulmans (art. 8) ; prise en charge « d'une part de la dette publique ottomane proportionnelle aux revenus des territoires cédés » (art. 10).

Pour parvenir à ce résultat, les revendications grecques avaient suivi la voie diplomatique, et des particuliers l'avaient vigoureusement soutenue. À leur compte propre, et sur le canevas de la *Generalkarte von Central-Europa*, ces patriotes d'Épire et de Thessalie avaient produit et diffusé des cartes des régions revendiquées. La plus impressionnante fut celle de Michaël Chrysochoos, *Πίναξ τῆς Μεσημβρινῆς Ἠπείρου καὶ τῆς Θεσσαλίας* [= *Carte de l'Épire méridionale et de la Thessalie*], 1:200.000, en 8 feuilles, imprimée chez G. Kolman à Athènes, en 1881. Consignant une masse d'informations recueillies sur le terrain, elle servit au tracé de la nouvelle frontière. L'officier Constantin Stornaris réalisa aussi une carte dans un but militant, dans les années 1878-1881. Intitulée *Χάρτης τῶν μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν ὀρίων καὶ τῶν ποταμῶν Θυάμιδος καὶ Πηνειοῦ περιλαμβανομένων χωρῶν Ἠπείρου καὶ Θεσσαλίας* [= *Carte des régions d'Épire et de Thessalie comprises entre les frontières grecques et les rivières Thyamis et Pénée*], au 1:625.000, elle exprimait sa propre connaissance de la région [IFEB RV47/1 – fig. 6]. Ingénieur militaire, Iphicrate Kokkidès était aussi un patriote ayant opéré en Thessalie. En 1884, dans le cadre d'une coopération entre l'État-major grec et le Militärgeographisches Institut, il fit officiellement imprimer à Vienne une carte intégrant les nouvelles provinces : *Χάρτης τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος* [= *Carte du Royaume de Grèce*], au 1:300.000, en 11 feuilles, dont parut aussi une version allemande en 1885 (*Generalkarte des Königreiches Griechenland*) [cf. IFEB RV120, sa dérivée au 1:200.000 – fig. 7]. Il s'agissait d'une carte composite qui reproduisait celle du Dépôt de la Guerre de 1852, et y ajoutait la Thessalie d'après les relevés autrichiens revus par Michaël Chrysochoos.

La voie était ouverte pour une coopération plus étroite entre Athènes et Vienne. Elle se traduit par un transfert de compétences. En 1889, le Militärgeographisches Institut soutint la création du Service cartographique grec, et Heinrich Hartl en prit la direction. À son départ, en 1896, le Service était en mesure de lancer le projet d'une carte au 1:75.000, en 120 feuilles, sur le modèle de la *Spezialkarte* de l'Empire austro-hongrois. Préparée en Grèce, avec les coordonnées au méridien d'Athènes, chaque feuille était imprimée à Vienne, en six couleurs, sous le contrôle d'un géographe militaire grec qui faisait le déplacement. Dans la période 1908-1912, 40 feuilles furent produites [IFEB RV19 – fig. 8]. Mais les guerres balkaniques mirent fin à cette ambitieuse opération. Pour la Macédoine et la Thrace, ce fut donc de nouveau une carte autrichienne, la *Generalkarte von Mitteleuropa* au 1:200.000, en 282 feuilles [cf. IFEB RIII 1126, RIII 2650, RV66], qui devint la référence. En 1899, deux de ses feuilles (« Athos » et « Chalkidiki ») étaient déjà prêtes. Mais sa réalisation se poursuivit jusqu'à la Seconde Guerre mondiale : en 1943/1944 fut imprimée sa feuille la plus méridionale (« Lawrion »), alors même que la Grèce était occupée par la Wehrmacht.

Fig. 8. B. Kourousopoulos, *Χάρτης Ἑλληνικοῦ Βασιλείου. η'. Λάρισσα* [= *Carte du Royaume hellénique. 8. Larissa*], 1:75.000, XYZ / MGI Vienne 1909 (69 × 53 cm). IFEB : RV19/40.1.8. Détail. En bandeau, la liste des géographes militaires grecs ayant travaillé à l'opération.

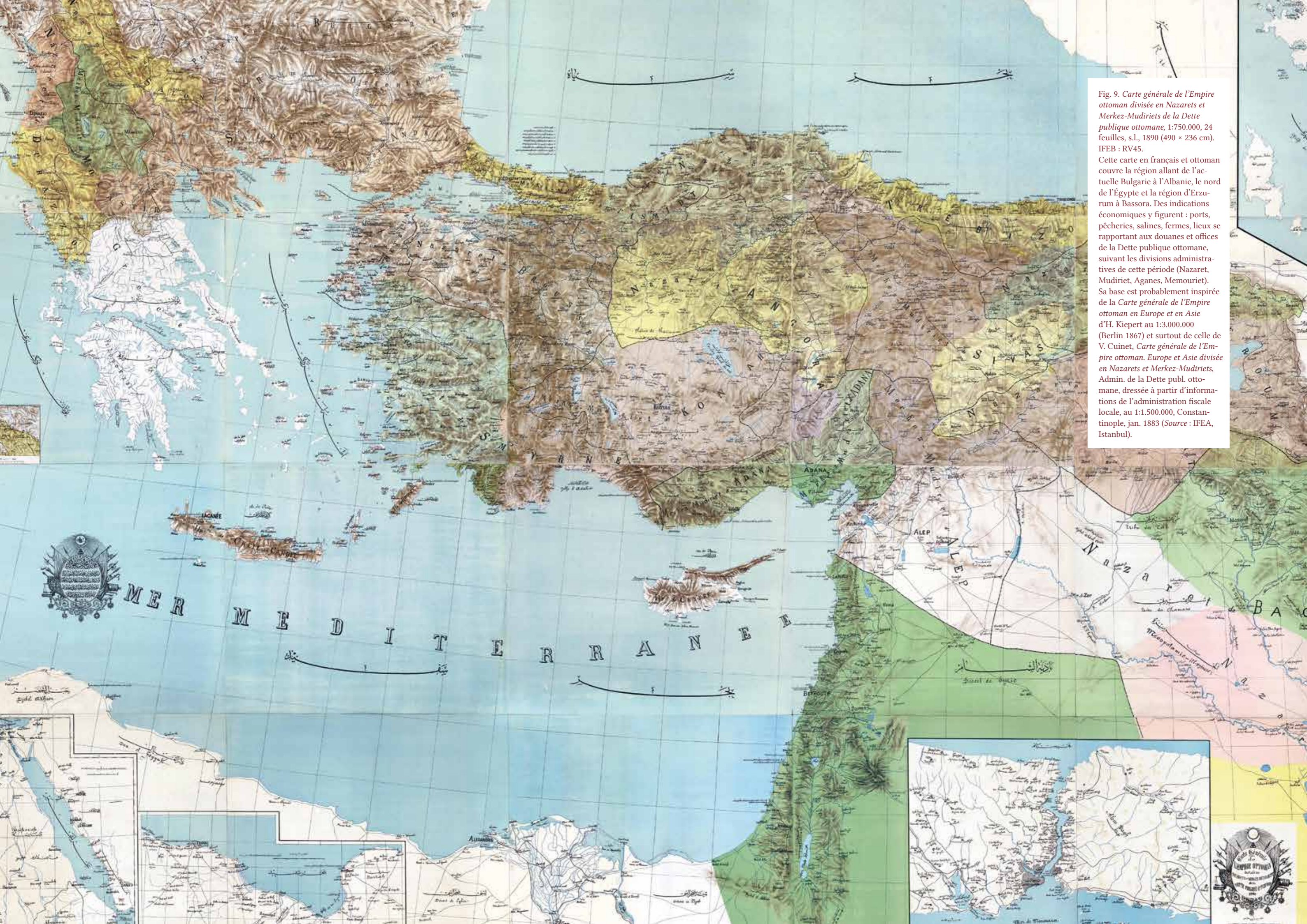


Fig. 9. Carte générale de l'Empire ottoman divisée en Nazarets et Merkez-Mudiriets de la Dette publique ottomane, 1:750.000, 24 feuilles, s.l., 1890 (490 × 236 cm), IFEB : RV45.
Cette carte en français et ottoman couvre la région allant de l'actuelle Bulgarie à l'Albanie, le nord de l'Égypte et la région d'Erzurum à Bassora. Des indications économiques y figurent : ports, pêcheries, salines, fermes, lieux se rapportant aux douanes et offices de la Dette publique ottomane, suivant les divisions administratives de cette période (Nazaret, Mudiriet, Aganes, Memouriet). Sa base est probablement inspirée de la *Carte générale de l'Empire ottoman en Europe et en Asie* d'H. Kiepert au 1:3.000.000 (Berlin 1867) et surtout de celle de V. Cuinet, *Carte générale de l'Empire ottoman. Europe et Asie divisée en Nazarets et Merkez-Mudiriets*, Admin. de la Dette publ. ottomane, dressée à partir d'informations de l'administration fiscale locale, au 1:1.500.000, Constantinople, jan. 1883 (Source : IFEA, Istanbul).



Un Empire à l'encan : le douloureux partage de la Turquie d'Europe

La progressive indépendance des territoires grecs, mais aussi l'avancée des troupes russes jusqu'aux portes de Constantinople en janvier 1878, avaient fortement ébranlé l'État ottoman et mis en cause sa souveraineté dans ses régions occidentales. Le Traité de San Stefano du 3 mars 1878 avait partagé ce territoire en plusieurs États nouveaux, en reconnaissant l'indépendance de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie, et en projetant une Grande Bulgarie qui aurait englobé la plus grande partie de la Macédoine et se serait déployée jusqu'à la Mer Égée. Bien que le Traité de Berlin ait coupé court aux prétentions de la Bulgarie, la réduisant en une principauté encore dépendante de la Porte, ce nouvel ordre des choses avait rétréci l'État ottoman ; il l'avait aussi appauvri, alors même qu'il supportait le poids d'une forte dette. Dès 1881, l'Administration de la Dette publique soumettait les plus importantes ressources du pays au contrôle de l'Occident. Et, en 1889, alors que l'Orient Express reliait Paris à Constantinople en 67 heures, elle produisait une imposante carte pour faire valoir les richesses susceptibles d'être exploitées [IFEB RV45 – fig. 9]. L'Empire était ainsi mis à l'encan, non seulement politiquement, mais aussi économiquement. Restait la question de savoir qui allait en tirer profit.

Fig. 10. P. Kontogiannès, *Χάρτης τῶν Περιφερειῶν τῶν ἐν τῇ Εὐρωπαϊκῇ Τουρκίᾳ Μητροπόλεων καὶ ἐπισκοπῶν τοῦ Οἰκουμενικοῦ Θρόνου* [= *Carte des circonscriptions territoriales des métropoles et des évêchés du Trône patriarcal œcuménique en Turquie d'Europe*], 1:700.000, [Constantinople] 1903 (135 × 68 cm). Détail: Thrace et îles de l'Égée septentrionale. IFEB : R III 1102.

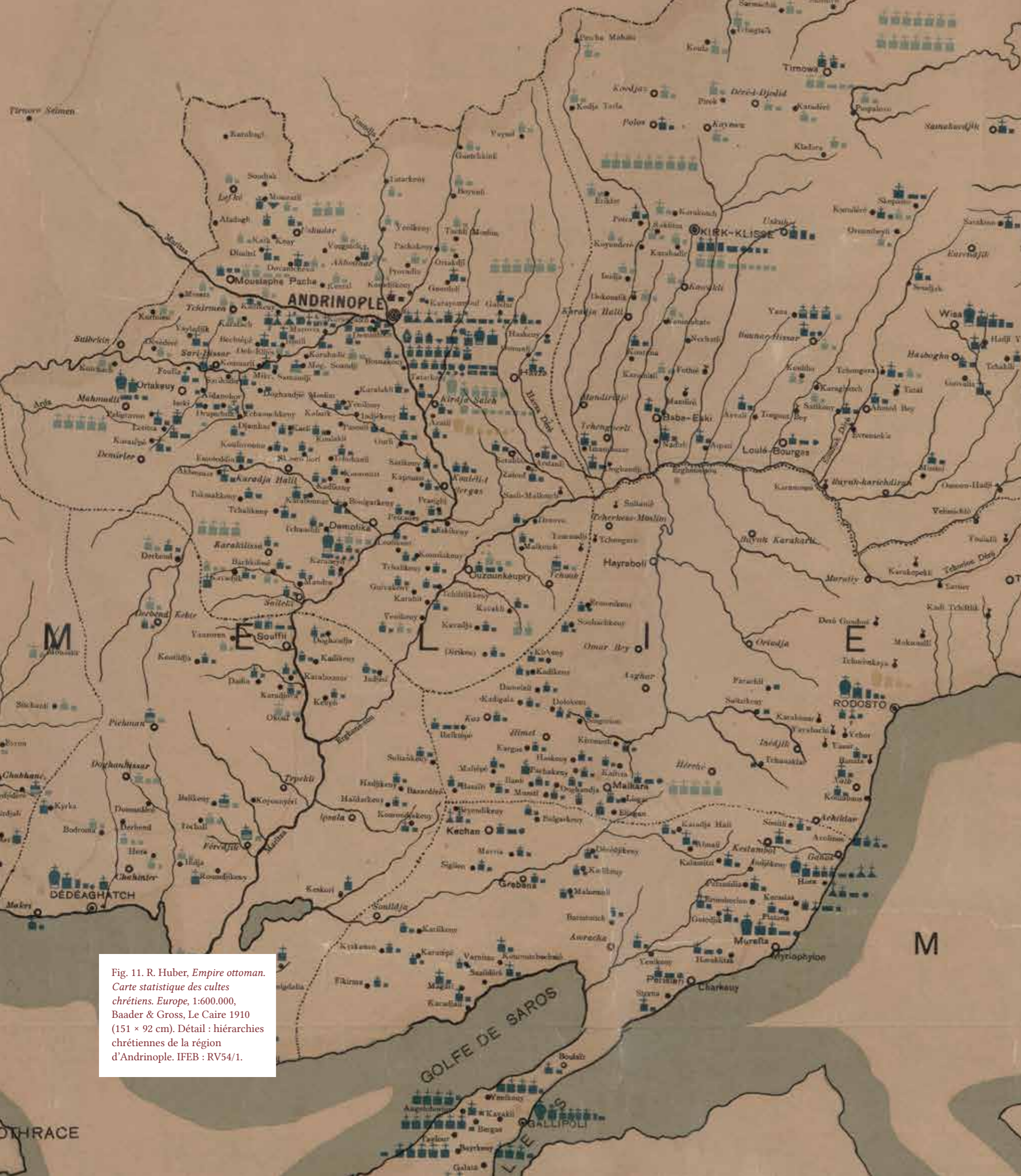


Fig. 11. R. Huber, *Empire ottoman. Carte statistique des cultes chrétiens. Europe, 1:600.000, Baader & Gross, Le Caire 1910 (151 × 92 cm). Détail : hiérarchies chrétiennes de la région d'Andrinople. IFEB : RV54/1.*

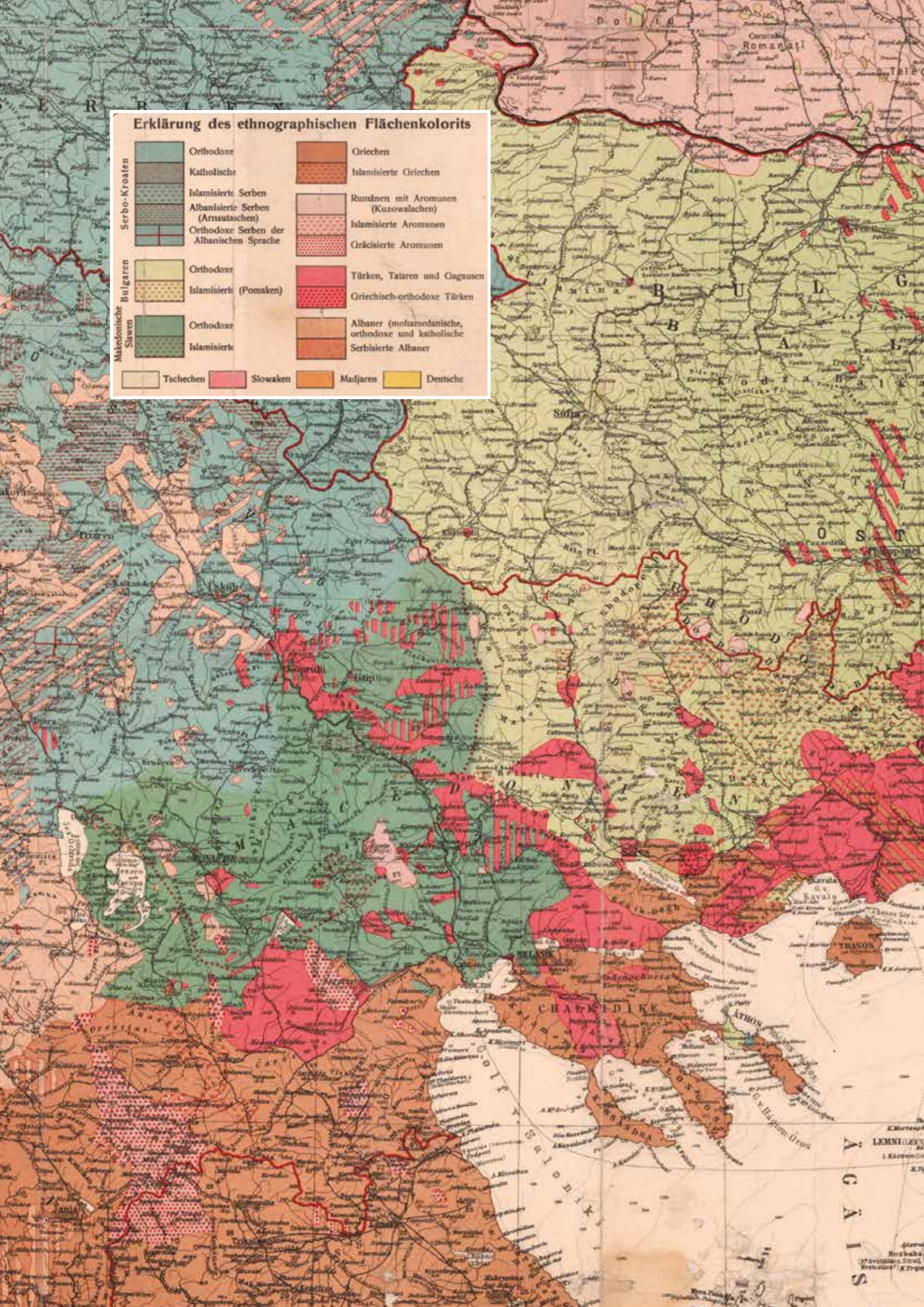
Au carrefour des convoitises : la Macédoine et la Thrace

Si l'intégration des Îles Ioniennes (1864) et de la Thessalie (1881) avait eu lieu de façon relativement pacifique, l'expansion de la Grèce vers la Macédoine et la Thrace se fit au prix de guerres meurtrières : Guerre gréco-turque de 1897, Guerres balkaniques, Première Guerre mondiale, Guerre gréco-turque de 1919-1922. Ces deux régions, qui pâtaient à la fois de la faiblesse de l'État ottoman et du jeu de la politique internationale, étaient devenues en effet le creuset de graves conflits religieux et ethniques, eux-mêmes exacerbés par la convoitise des États limitrophes.

Du point de vue de la religion, on aurait pu naïvement espérer que la Turquie d'Europe, majoritairement peuplée de chrétiens, se serait détachée de l'Empire comme le tout cohérent qu'elle avait été durant de longs siècles, avec ses structures communautaires propres et son administration ecclésiastique de la justice et de l'impôt. Son chef suprême, le patriarche de Constantinople, n'aurait eu qu'à se soustraire à l'autorité du Sultan pour ouvrir la voie à la fondation d'un grand royaume chrétien. Ce rêve avait été caressé dès la fin du 18^e siècle, aussi bien par des penseurs orientaux qu'occidentaux, mais il n'était qu'un rêve, et il s'était dissipé. Avec l'indépendance de la Grèce, l'autorité patriarcale avait été ébranlée. En 1833, le principe selon lequel 'des citoyens libres n'ont pas à se soumettre à une autorité spirituelle elle-même soumise à un despote', avait donné lieu à la fondation de l'Église autocéphale de Grèce, immédiatement rejetée par le patriarcat. L'épisode avait eu des suites. En corrélant identité nationale et juridiction ecclésiastique, la création de l'Église de Grèce avait offert une base théorique à d'autres revendications. Portés par le mouvement panslave et soutenus par la Russie, les Bulgares entreprirent de fonder leur propre Église, l'Exarchat, avec siège à Constantinople. En 1870, un firman de la Porte le concéda ; dès 1872, le patriarcat constatait le schisme et condamnait la nouvelle structure pour 'phylétisme'. Car l'Exarchat ne visait pas seulement l'autocéphalie ecclésiastique. À moyen terme, c'était la création d'un État bulgare indépendant qui était espérée – celui-là même dont les contours furent proposés à San Stefano.

L'institution de l'Exarchat entraîna un inextricable imbroglio, puisque l'ancienne et la nouvelle juridiction se superposèrent sur un territoire par ailleurs ottoman. Cette cohabitation forcée entraîna un clivage entre 'patriarchistes' et 'exarchistes' au sein même des populations slavophones de Macédoine. Il s'avéra aussi contre-productif pour le pouvoir ottoman qui l'avait agréé, puisqu'il décupla les élans nationalistes et indépendantistes, notamment à travers les écoles que cette nouvelle structure gérait désormais. Il suscita enfin un tenace conflit entre Grecs et Bulgares, les uns défendant un patriarcat qui les avait pourtant excommuniés durant deux décennies, les autres le fustigeant. La situation se dégrada encore plus après le Traité de Berlin, lorsque furent établies les frontières du Monténégro, de la Serbie et de la Roumanie, puisque la juridiction de l'Exarchat déborda sur ces nouveaux États, alors même que leurs Églises locales entendaient contrôler intégralement leur territoire.

Peu étudiée pour l'instant, la cartographie religieuse de la Turquie d'Europe apporte un témoignage original sur ces questions. Deux cartes très rares conservées à l'IFEB attirent l'attention. La première est grecque et date de 1903 : *Χάρτης τῶν Περιφερειῶν τῶν ἐν τῇ Εὐρωπαϊκῇ Τουρκίᾳ Μητροπόλεων καὶ ἐπισκοπῶν τοῦ Οἰκουμενικοῦ Θρόνου* [= *Carte des circonscriptions territoriales des métropoles et des évêchés du Trône patriarcal œcuménique en Turquie d'Europe*],



au 1:700.000, s.l. [IFEB R III 1102 – fig. 10]. Due à Patroklos Kontogiannès, ingénieur militaire attaché à l’Ambassade de Grèce à Constantinople, elle fut probablement imprimée sous les auspices du patriarcat. Elle consigne en parallèle le découpage administratif ottoman (Vilayet, Sancak), les limites des juridictions des Métropoles dépendant du patriarcat de Constantinople, mais signale aussi les sièges métropolitains de l’Exarchat bulgare et de l’Église serbe orthodoxe.

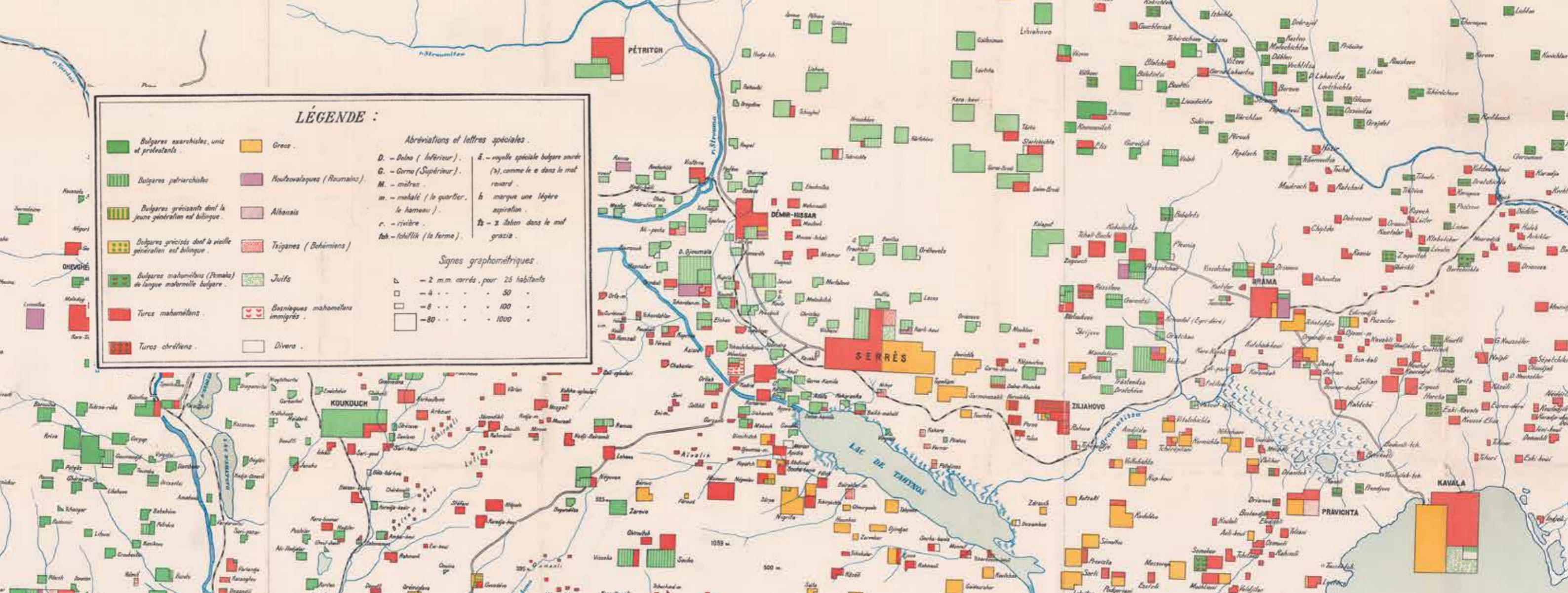
Dressée par le major R. Huber en deux vues grand format, la seconde carte couvre l’ensemble des territoires ottomans, et constitue de ce fait un témoin loquace sur la répartition des groupes religieux à la veille de la dislocation de l’Empire et de la dispersion de ses populations : R. Huber, *Empire ottoman. Carte statistique des cultes chrétiens. Europe*, au 1:600.000. *Asie*, au 1:1.250.000, Baader & Gross, Le Caire 1910 et 1911 [IFEB RV54 – fig. 11]. En se fondant sur des recensements ottomans, son auteur prend soin d’indiquer les hiérarchies parallèles de chaque lieu – ce qu’une carte produite par une Église particulière ne saurait ni faire, ni tolérer. Dans le cas d’Andrinople, ici illustré, on a ainsi des catholiques, des « Arméniens et Géorgiens », des « Grecs, Bulgares et Valaques patriarchistes » des « Exarchistes ». Ne manquent que les protestants pour compléter le tableau ; mais eux aussi sont signalés de façon très sporadique, ainsi à Monastir.

De fait – et sans parler des musulmans turcophones ou slavophones, et des juifs, historiquement majoritaires dans la ville de Thessalonique –, bien d’autres confessions chrétiennes étaient présentes dans la région. Pour ce qui est des catholiques, la cartographie est très développée. Citons par exemple la *Carte ecclésiastique de l’Empire ottoman et des échelles du Levant. Missions latines et diocèses indigènes*, de Rémy Hausermann, au 1:3.500.000, publiée en 1893 par l’Œuvre d’Orient pour promouvoir son action apostolique auprès du public français [IFEB RV44 – fig. 19, p. 38-39].

La difficile cohabitation religieuse en Macédoine et en Thrace n’était pourtant qu’un aspect du problème. Les clivages ethniques et linguistiques, et surtout l’exploitation politique qui en fut faite, donnèrent lieu à des idéologies particulièrement funestes, ‘Grandes’ ou ‘Petites Idées’, inspirées elles-mêmes par des mouvements très en vogue à l’époque, tel le panslavisme. En réalité, la ‘Grande Idée’ grecque – soit l’idéal d’un État hellénique rayonnant au-delà de la Mer Égée – était déjà éteinte dans son expression originale à la fin du 19^e siècle. Mais elle avait engendré un puissant nationalisme, qui animait aussi les autres États frontaliers. Dans une Turquie d’Europe historiquement multi-ethnique, ces nationalismes ne pouvaient que s’affronter. Et la guerre commença par des cartes, dès avant la signature du Traité de Berlin.

Soutenu par l’idée du *Volkstum*, le ‘principe des nationalités’ avait permis la constitution d’un Empire allemand sur le fondement de la germanophonie. Otto von Bismarck en avait été l’artisan, en 1871, et le cartographe Henrich Kiepert n’était pas resté indifférent à l’entreprise, puisqu’il avait publié, en 1872, une *Völker- und Sprachen-Karte von Deutschland und den Nachbarländern* au 1:1.300.000, D. Reimer, Berlin. Spécialiste de la géographie antique et orientale, il avait aussi produit, en 1876, une *Ethnographische Uebersichtskarte des Europäischen Orients*, au 1:3.000.000, D. Reimer, Berlin, où six groupes linguistiques étaient présentés : le serbe, le bulgare, le roumain ou valaque, l’albanais, le grec et le turc. Kiepert y reproduisait des informations déjà diffusées par A. Boué (1847) ou G. Lejean (1861) [cf. IFEB RV11]. Toutefois, en Grèce, sa carte fut perçue comme une provocation. En effet, le contexte international avait foncièrement changé, et cette carte

Fig. 12. J. Cvijić, *Ethnographische Karte der Balkanhalbinsel nach allen vorhandenen Quellen und eigenen Beobachtungen*, 1:1.500.000, Justus Perthes, Gotha 1913 (71 × 59 cm). Détail : le groupe « Makedonische Slawen » en vert foncé. IFEB : RV14.



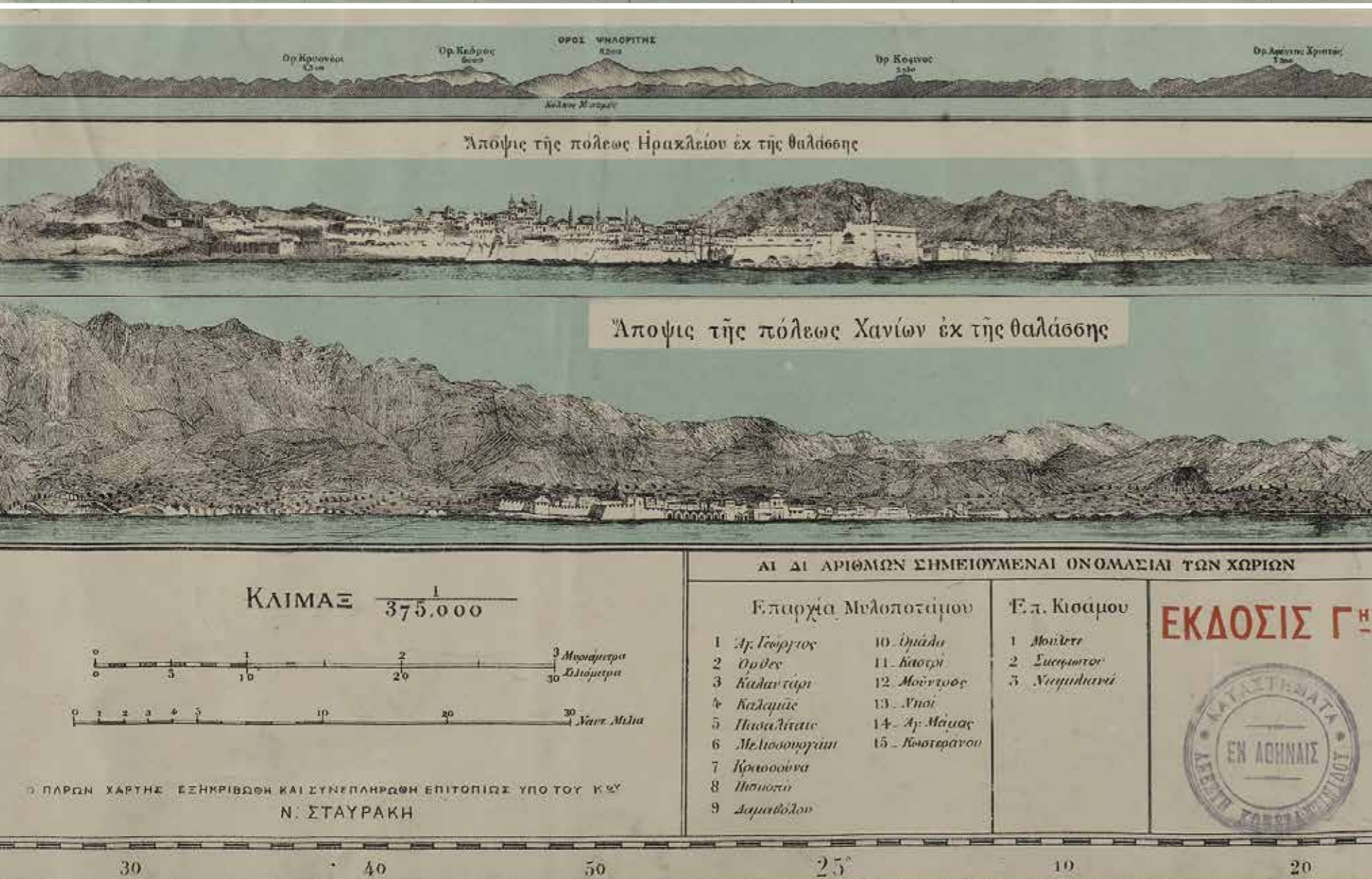
laissait poindre une menace sur la répartition espérée de la Macédoine et de la Thrace. Pour défendre la plus large extension possible de l'hellénisme dans la Péninsule balkanique, la diplomatie grecque se mobilisa sans attendre, menant une vaste opération de lobbying. D'autres cartes furent alors mises en avant, signées E. Stanford ou F. Bianconi. À l'instigation de l'historien C. Paparrègopoulos, Kiepert finit lui aussi par jouer le jeu. Il signa un Πίναξ τῶν Ἑλληνικῶν χωρῶν μετὰ τῶν παρακειμένων Ἀλβανικῶν, Σλαβικῶν καὶ Ρουμουρικῶν [= Carte des régions helléniques et environnantes, albanaises, slaves et roumaines], au 1:700.000, D. Reimer, Berlin 1878, bientôt l'objet d'une vive polémique.

Ayant ainsi gagné les Balkans, le morbus ethnographicus ne devait plus les quitter. Au début du 20^e siècle, il prit toutefois un intéressant tournant sous l'impulsion de travaux de terrain. Dans un article paru dans les *Annales de Géographie* 81 (1906), le serbe Jovan Cvijić renvoya dos-à-dos les propagandistes locaux et les ethnographes occidentaux. N'ayant aucune connaissance des dialectes slaves, voire des langues slaves tout court, ces derniers auraient simplement « colorié » selon des informations de seconde main des cartes qui n'étaient « ni ethnographiques, ni linguistiques ». Rappelant à quel point la Macédoine avait été un creuset, il fit valoir la permanence des échanges, la malléabilité, voire les « fusions » de populations, et précisa que les dénominations retenues n'étaient que des perceptions subjectives en perpétuelle fluctuation. Il éreinta également les statistiques ottomanes, fondées sur la religion, minorées par les communautés pour des raisons fiscales, et ne s'appliquant qu'à la population mâle en vue de la conscription. Il présenta enfin une théorie nouvelle, plaçant au centre des Balkans un groupe qualifié indistinctement de « slavo-macédonien », qu'il localisa sur une carte publiée en 1909, puis

en 1913 : *Ethnographische Karte der Balkanhalbinsel nach alle vorhandenen Quellen und eigenen Beobachtungen*, 1:1.500.000, Justus Perthes, Gotha [IFEB RV14 – fig. 12].

Comme l'on pouvait s'y attendre, l'approche de Cvijić ne fit pas l'unanimité. Adoptant un point de vue historique et linguistique, le bulgare Jordan Ivanov admit certes l'existence d'un groupe « macédo-slave » à l'époque médiévale, mais fit de celui-ci le locuteur d'un dialecte « macédo-bulgare », « organe » originel « de la nationalité » (cf. J. Ivanov, *La Question macédonienne au point de vue historique, ethnographique et statistique*, Paris 1920). Sur ce principe, il publia, en 1913, une impressionnante *Carte ethnographique de la Macédoine du Sud représentant la répartition ethnique à la veille de la guerre des Balkans*, au 1:200.000, s.l. [Sofia] [IFEB RV118 – fig. 13]. En revanche, l'ethnographie grecque opta pour la thèse de Cvijić. Ouvertement patronnée par le Premier ministre Éleuthérios Vénizélos, et publiée à Londres en 1918, une carte de Georges Sôtériadès acta l'existence d'un groupe slavo-macédonien : *An Ethnological Map illustrating Hellenism in the Balkan Peninsula and Asia Minor*, au 1: 2.155.000, E. Stanford. Mais à ce moment, Thessalonique était déjà intégrée à la Grèce, et l'État hellénique sortait de la Première Guerre mondiale vainqueur aux côtés des Alliés. Il pouvait aussi regarder vers le Sud, où il s'était, entretemps, substantiellement élargi.

Fig. 13. J. Ivanov, *Carte ethnographique de la Macédoine du Sud représentant la répartition ethnique à la veille de la guerre des Balkans*, 1:200.000, [Sofia 1913] (207 × 85 cm). IFEB : RV118.



Constance et détermination : le choix de la Crète

Le 1^{er} décembre 1913, la Crète s'unissait à la Grèce après quatre-vingt-douze années de luttes. Bien qu'elle ait participé à la Révolution dès 1821, les traités internationaux ne l'avaient pas incluse dans le nouvel État. En 1829, elle était attribuée à Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte, puis redevenait ottomane en 1840. Malgré l'application du *Hatt-i Humayun*, qui posait l'égalité civile et religieuse de ses habitants chrétiens et musulmans, les révoltes s'y succédèrent, de 1866 à 1905/1908. Elles furent ponctuées de massacres, d'interventions extérieures – dont un débarquement grec en 1897 –, mais aussi de réformes et de concessions : Loi organique de 1867, Pacte de Halépa de 1878, autonomie enfin, en 1898. Placée sous l'autorité du prince Georges de Grèce, la Crète autonome (Κρητική Πολιτεία) n'en fut pas moins administrée conjointement par la Grande-Bretagne, la France, la Russie et l'Italie, dont les troupes se répartirent sur quatre secteurs, alors même que l'armée ottomane quittait l'île, et qu'un exode massif des musulmans avait lieu. Dans cet état de choses, l'union avec la Grèce était sans cesse réclamée, mais toujours repoussée. Le 22 septembre 1908, les Crétois la votèrent unilatéralement. Mais elle ne fut actée que cinq ans plus tard, à la suite du Traité de Londres du 30 juin 1913.

C'est à l'époque de la Crète autonome qu'a été produite la carte intitulée *Ἡ ἑλληνική μεγαλόνησος Κρήτη* [= *La grande île grecque de Crète*], au 1:375 000, A. Konstantinidès, Athènes, s.d. [IFEB RV50/1 – fig. 14]. Gravée par B. Papachrysanthou, elle se fonde sur la carte de T. A. B. Spratt, *Travels and Researches in Greece* (Londres 1865), la première scientifique de l'île, levée en 1851-1853. Elle intègre également les corrections de V. Raulin, *Description physique et naturelle de l'île de Crète* (Paris 1869-1870). Elle a été « vérifiée et complétée sur place » par N. Staurakès, responsable du recensement de la population de l'île en 1881 (*Στατιστική τοῦ πληθυσμοῦ τῆς Κρήτης* [...], Athènes 1890). C'est à lui qu'il faut donc attribuer les données démographiques figurant sur la légende, ainsi que la présentation de la division administrative en cinq préfectures, suivant la Loi organique de 1867.

La volonté d'accentuer l'identité hellénique de la Crète apparaît à travers la mention des toponymes antiques et l'ajout d'une vignette avec le labyrinthe d'après F. Sieber, *Reise nach der Insel Kreta im griechischen Archipelagus, im Jahre 1817* (Leipzig 1823). Deux gravures représentant les ports de Hérakleion et de La Canée enrichissent la légende. Celle de Hérakleion fournit des indices de datation. Reprenant un dessin de Spratt, elle y ajoute la cathédrale Saint-Ménas, dont la construction ne fut achevée qu'en 1895, et substitue au drapeau ottoman qui flotte sur la forteresse celui de la Crète autonome. Signalons pour finir qu'une version remaniée de cette carte a paru après 1914. L'île y est divisée en quatre préfectures, selon le redécoupage effectué après son union à la Grèce : B. Papachrysanthou, *Χάρτης τῆς νήσου Κρήτης* [= *Carte de l'île de Crète*], au 1:375 000, Athènes, s.d. [IFEB RV50/2].

Fig. 14. B. Papachrysanthou, *Ἡ ἑλληνική μεγαλόνησος Κρήτη* [= *La grande île grecque de Crète*], au 1:375 000, A. Konstantinidès, Athènes s. d. [1897-1908] (91 × 65 cm). Détails. Dans la vignette, vues des ports de Hérakleion (en haut) et de La Canée (en bas). IFEB : RV50/1.

La stabilisation des frontières : un domino de traités

L'indépendance progressive des États balkaniques avait changé la donne dans leurs relations mutuelles, puisqu'ils pouvaient désormais négocier entre eux sans recourir aux Grandes Puissances. Avec la création du Royaume de Bulgarie, en 1908, un nouvel acteur était d'ailleurs entré dans le jeu. En 1912, après avoir bilatéralement conclu des traités secrets, la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie occupèrent la Turquie d'Europe. L'armée grecque avança dans les parties méridionales de la Macédoine et de l'Épire, et prit les grandes villes de Thessalonique, Prévéza, Jannina, Florina, mais aussi la plupart des îles de l'Égée orientale et septentrionale, notamment Chios, Lesbos et Lémnos. En occupant tous ces points stratégiques, elle désorganisa les troupes ottomanes, alors même qu'elles essayaient d'importantes défaites face aux Serbes et aux Bulgares.

Déconcertées par ces avancées, les Grandes Puissances réunirent dès septembre 1912 une Conférence des Ambassadeurs pour préparer la répartition territoriale. Elle aboutit au Traité de Londres du 30 mai 1913, par lequel l'Empire ottoman recula à l'est de la ligne Ainos-Mèdeia, ne gardant plus, en Thrace, qu'un minuscule territoire. Le lendemain, la Grèce signa un accord secret avec la Serbie pour stabiliser leurs frontières communes. Mais un conflit devenait inévitable avec la Bulgarie, déçue dans ses espérances. La Seconde guerre balkanique éclata un mois plus tard ; elle se solda par les Traités de Bucarest (18 août 1913), puis de Constantinople. Bien qu'elle dût céder quelques positions en Épire, la Grèce se déploya jusqu'en Thrace occidentale, récupérant les villes de Serres, Kavala et Drama.

En 1913, l'État hellénique vit donc sa superficie et sa population presque doubler : il passa de 64 790 à 108 610 km², et de 2,6 à 4,3 millions d'habitants. En revanche, la Bulgarie perdit une grande partie du littoral égéen, et ne conserva plus qu'une bande longeant la Maritsa (Hebre). De dramatiques exodes s'ensuivirent, impliquant quelque 53 000 Bulgares et 30 000 Grecs. Cette issue conditionna aussi les positions ultérieures des parties, Grecs et Serbes rejoignant les Alliés, contrairement aux Bulgares.

La Conférence de Paix de Paris (janvier-août 1919) donna lieu à d'intenses négociations en vue d'un nouveau partage de la région. Bénéficiant du soutien allié, l'armée grecque décida d'avancer vers l'Asie Mineure. En mai 1919, elle occupait Smyrne et, en août, une grande partie de la Thrace orientale. Le 10 août 1920, ses positions furent confirmées par le Traité de Sèvres, que la Grande Assemblée nationale de Turquie ne ratifia pas cependant. Elle y obtenait la Thrace orientale et sa capitale Andrinople, le Vilayet de Smyrne, les îles d'Imbros et Ténédos. Après ces avancées spectaculaires, vint toutefois le temps des défaites. La guerre s'acheva par la 'Catastrophe d'Asie Mineure' et la signature du traité de Lausanne, le 24 juillet 1923. La frontière gréco-turque fut définitivement fixée le long de l'Hebre, et un échange obligatoire de populations fut décidé. L'issue scella définitivement le sort des populations grecques d'Asie Mineure, mais aussi turques d'Europe : 1,2 million de chrétiens quittèrent la Turquie pour la Grèce, alors que 400 000 musulmans de Grèce rejoignaient la Turquie. Les deux pays s'en trouvèrent profondément et durablement transformés.

Au-delà du domino des traités internationaux, comment ces percées grecques sont-elles explicables ? Deux forces motrices sont à prendre en compte : d'une part, une puissante idéologie ; d'autre part, une armée déterminée à se mettre au service de celle-ci. L'idéologie est bien connue. C'est la 'Grande Idée' dans ses développements tardifs, soit un nationalisme impérialiste – ce qui est un oxymore, non seulement dans les mots, mais aussi dans les faits, puisqu'une prise éventuelle de Constantinople aurait *ipso facto* entraîné l'inversion du projet national de 1821 et la provincialisation d'Athènes, au moment-même où l'État hellénique se modernisait. Mais une idéologie n'est jamais réaliste. L'armée qui l'adopta en revanche le fut : c'est ce que laisse comprendre son travail cartographique.



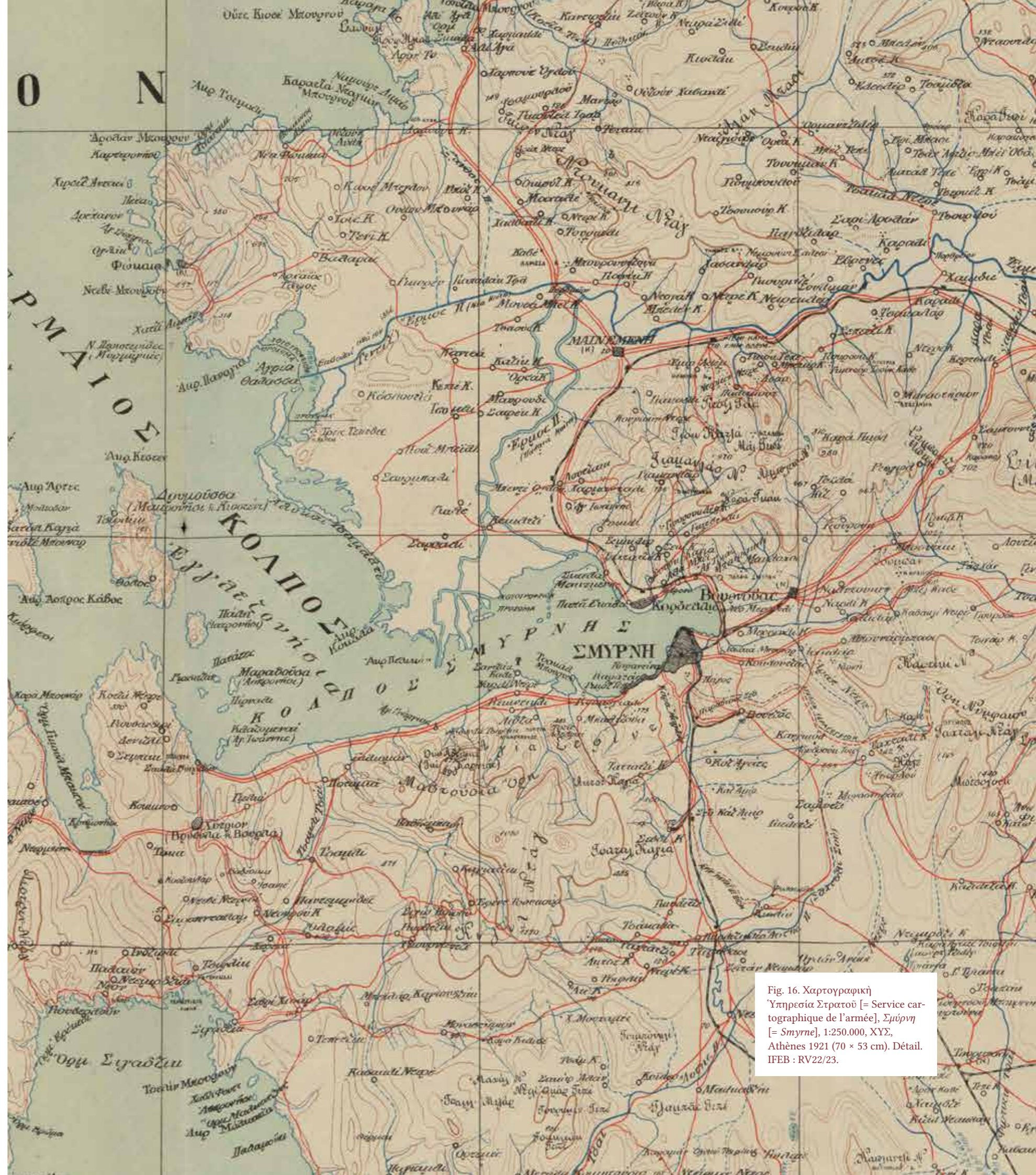
Fig. 15. Χαρτογραφική Ύπηρεσία Στρατού [= Service cartographique de l'armée], Θεσσαλονίκη [= Thessalonique], 1: 200.000, K. Kontogonés, Athènes 1914 (50 × 70 cm). Détail. IFEB : RV9i.

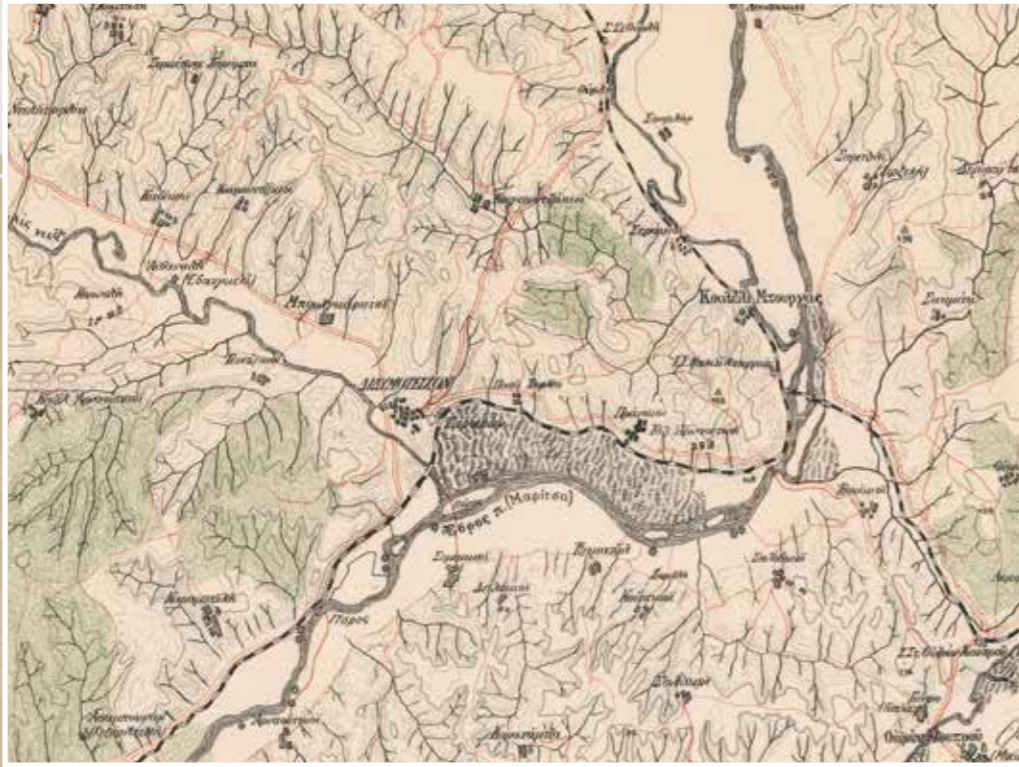
Nous l'avons dit, la cartographie grecque des débuts était entièrement dépendante du Militärgeographisches Institut de Vienne. En 1896, lorsque H. Hartl quitta Athènes, il laissait derrière lui une équipe compétente d'ingénieurs géographes. Ayant travaillé en Thessalie, ces jeunes militaires avaient acquis une excellente connaissance du terrain, de part et d'autre de la frontière. Imprégnés par la 'Grande Idée', ils étaient d'ailleurs résolus à se mettre à son service. La brève et catastrophique guerre gréco-turque de 1897, dans laquelle les troupes grecques s'engagèrent sans cartes fiables, leur fit saisir à quel point leur contribution était nécessaire.

Le Service cartographique de l'armée [Χαρτογραφική Υπηρεσία Στρατού] commença par rétablir 1070 points trigonométriques détruits en 1897, tout en étendant le réseau. Les travaux topographiques réguliers furent effectués sur une superficie de 1525 km² pour la feuille Λάρισα [= Larissa] [IFEB RV19/40.1.8, éd. 1909 – fig. 8], et de 595 km² pour la feuille Τρίκαλα [= Trikala] [RV19/40.2.9, éd. 1908]. Cependant, toutes deux furent envoyées à Vienne pour l'impression, car le Service ne disposait pas encore de presses. De 1906 à 1918, malgré de grandes difficultés sur le terrain, des travaux géodésiques et topographiques furent menés dans les régions conquises, ainsi Thessalonique et Kilkis. Furent ainsi produites des cartes au 1:50.000, 1:75.000 ou 1:200.000 couvrant la Thessalie et des parties de la Macédoine et de l'Épire. Contrairement aux précédentes, elles furent imprimées à Athènes, sur des presses privées, comme celles de B. Papachrysanthou – déjà à l'œuvre pour la carte de la Crète [cf. fig. 14, p. 28-29] – ou de K. Kontogonès.

Une série au 1:200.000 représentative de cette période est conservée à l'IFEB sous la cote RV9 (13 feuilles). Imprimée en 1909-1910 chez Kontogonès, elle a bénéficié pour certaines feuilles d'une surimpression postérieure au Traité de Bucarest. Ainsi, sur la feuille Έδεσσα (Βοδενά) [= Édessa (Bodena)], datée de 1909 [IFEB RV9g], apparaissent en superposition les frontières avec la Serbie et la Bulgarie fixées en 1913. À noter également la qualification religieuse des communes, signalées par (χ) pour chrétien, (τ) pour turc, c'est-à-dire musulman, (μ) pour mixte. Enfin, malgré la tendance générale de l'époque à helléniser ou réhelléniser les toponymes, le Service cartographique de l'armée resta dans l'ensemble pragmatique. Pour des raisons pratiques, il conserva les appellations courantes, cartographiant un territoire devenu méconnaissable aujourd'hui. Un exemple en est la feuille Θεσσαλονίκη [= Thessalonique] [IFEB RV9i – fig. 15], datée de 1914 et couverte de toponymes désormais tombés dans l'oubli.

En 1919, avec le début de la guerre turco-grecque, le Service cartographique de l'armée fut consolidé. Avant même la signature du Traité de Sèvres, un ambitieux projet fut lancé : il concernait les territoires nouvellement conquis. Les opérations furent menées sous le commandement de Dèmètrios Petritès en vue de relevés topométriques et géodésiques. Elles commencèrent dans une région s'étendant de Brousse à Smyrne, mais furent particulièrement ardues en l'absence d'un réseau trigonométrique préexistant. En un temps bref, 44.731 km² étaient toutefois pris en compte, et des cartes étaient produites aux échelles 1:20.000, 1:50.000, 1:100.000 et 1:250.000. L'IFEB conserve 25 feuilles d'une série au 1:250.000 datée de mars 1920 à juillet 1921 : respectivement [Κυδώνια] et Φιλαδέλφεια [= Philadelphie] [RV22/15 et 17]. Y figure aussi la feuille Σμύρνη [= Smyrne] datée de février 1921 [RV22/23 – fig. 16]. Parallèlement, des relevés similaires furent effectués en Thrace orientale. On les retrouve dans la série RV28, au 1:100.000, dont l'IFEB possède 9 feuilles, ainsi Αδριανούπολις [= Andriopole] [RV28/1] et Διδυμότειχον [= Didymotique] [RV28/5 – fig. 17]. Ces cartes, qui présentent un intérêt historique et géographique majeur, attendent encore d'être étudiées.





Épilogue

C'est sur la rive droite de l'Hebre, frontière terrestre de la Grèce depuis le Traité de Lausanne de 1923, que s'achève notre parcours. La date de 1923 est l'autre face de celle de 1921 : l'une n'est pas concevable sans l'autre, et aucune des deux sans la rupture fondatrice de 1821. Durant tout ce siècle, la Grèce nouvelle chercha son espace. Et c'est en le dépassant, dans une aventure tragique, qu'elle le trouva.

Après 1923, tout changea. La Grèce circonscrite, contenue, accueillit une multitude d'hommes et de femmes qui y reconnurent leur propre pays. Scrutant son cœur, et non plus les limites d'un hellénisme toujours plus diffus, elle s'apaisa. Ses frontières devinrent abris lorsque le rideau de fer barra la Péninsule balkanique. Sa population augmenta. Elle essaya même dans les Amériques, en Australie, en Europe, y donnant naissance à une multitude de communautés à la fois lointaines et intimement liées à elle. Mais la collection patrimoniale de l'IFEB ne contient plus de cartes de la Grèce postérieures à cette date. Aussi ne peut-on pas y recourir pour appréhender l'ultime agrandissement de son territoire, celui qui eut lieu en 1947, lorsque le Dodécannèse échappa aux forces de l'Axe pour la rejoindre.

Aujourd'hui, deux cents ans après le coup d'envoi de la Révolution, la Grèce a deux types de frontières : les siennes propres, qui la placent au carrefour d'intenses circulations à l'Est de la Méditerranée, mais celles aussi d'une nouvelle entité transnationale, l'Union européenne, à laquelle elle a lié sa destinée depuis 1981. Ses frontières sont donc, dans leur majeure partie, celles de tous les européens.

Au gré d'un ensemble de 500 millions d'habitants, et d'un espace auquel elle semble désormais comme suspendue, son histoire internationale se poursuit.

Fig. 17. Χαρτογραφική Ύπηρεσία Στρατού [= Service cartographique de l'armée], *Διδυμότειχον* [= *Didymotique*], ΧΥΣ, Athènes [1921] (53 × 65) : IFEB : RV28/5.

Fig. 18. Devenue membre de l'Union européenne il y a quarante ans, soit en 1981, la Grèce est longtemps restée isolée au sein de cet espace, faisant figure d'île européenne à l'Est de la Méditerranée. Ce n'est que depuis 2007, année de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, qu'elle communique par une frontière terrestre avec les autres pays de l'UE.



Table des matières

- 2 *Une belle inconnue : la collection de cartes de l'Institut français d'études byzantines*
- 5 **Tracer les contours de la Grèce moderne : une affaire internationale**
- 6 **Maîtriser le territoire : l'expertise française**
- 13 **Scruter le littoral : l'exception britannique**
- 15 **Du Nord au Sud de la Péninsule balkanique : le déploiement du savoir-faire austro-hongrois**
- 21 **Un Empire à l'encan : le douloureux partage de la Turquie d'Europe**
- 23 **Au carrefour des convoitises : la Macédoine et la Thrace**
- 29 **Constance et détermination : le choix de la Crète**
- 30 **La stabilisation des frontières : un domino de traités**
- 35 **Épilogue**
- 36 *Sélection de cartes de l'Institut français d'études byzantines*

Fig. 19. R. Hausermann, *Carte ecclésiastique de l'Empire ottoman et des échelles du Levant. Missions latines et diocèses indigènes*, 1:3.500.000, Paris 1893 (100 × 79 cm). Détail. IFEB : RV44.

Conception et direction

Vassa Kontouma, École pratique des hautes études, PSL / IFEB, ICP

Comité d'organisation

Tassos Anastassiadis, Mc Gill University
Meropi Anastassiadou, Institut national des langues et civilisations orientales
Clara Deshayes-Labelle, École pratique des hautes études
Anna Lampadaridou, CNRS
Pascal Lebouteiller, VDP
Loïc Marcou, CETOBAC
Christophe Martial, ICP
Niki Papailiaki, Communauté hellénique de Paris et des environs
Marie Roblin, Communauté hellénique de Paris et des environs
Seta Theodoridou, Communauté hellénique de Paris et des environs
Georgios Tolia, École pratique des hautes études, PSL / EIE, Athènes

Remerciements

Augustins de l'Assomption – Province d'Europe
Bibliothèque de Fels – Institut catholique de Paris
Centre de recherches Moyen-Orient Méditerranée – INALCO
Communauté hellénique de Paris et des environs
École française d'Athènes
École pratique des Hautes Études, PSL
Institut Convergences Migrations
Institut français d'études byzantines
Orient et Méditerranée – UMR 8167
Savoirs et Pratiques du Moyen Âge au XIX^e siècle – EPHE EA 4116
Spyros Karavas, Université de l'Égée
Marie-Françoise Pape, ICP
Guillaume Boyer, ICP

Conception graphique et réalisation

Daphne Kontargyri – www.dafkont.com

Achévé d'imprimer en octobre 2021 sur les presses
de Koutrouditsos Chr. – Diagramma S.A., Athènes (Grèce),
pour le compte de l'Institut français d'études byzantines,
21 rue d'Assas, 75006 Paris.

Institut français d'études byzantines
Dépôt légal : octobre 2021

ISBN 978-2-901049-00-5

